

Source : <https://www.connaissancedesenergies.org/afp/climat-les-scientifiques-presentent-aux-etats-leur-apre-diagnostic-181001-0>

Téléchargement 03 10 2018

# Climat: les scientifiques présentent aux États leur âpre diagnostic

- AFP
- parue le 1 oct 2018

Réunis en Corée du sud, les délégués des Etats de l'ONU se penchent à partir de lundi sur le dernier rapport des [scientifiques du GIEC](#), constat implacable de la montée des dérèglements climatiques et du retard pris pour les contrer.

Soumis à leur approbation, le texte, basé sur 6.000 études scientifiques, met en garde contre des impacts forts à 1,5°C de réchauffement, et liste les options, désormais limitées, pour agir si le monde veut rester sous ce seuil (dont 1°C est déjà acquis du fait des gaz à effet de serre déjà émis).

C'est à la COP21 à Paris fin 2015 que l'ONU avait chargé son Groupe des experts du climat (GIEC) de produire un rapport sur l'objectif 1,5°C. Les États venaient de s'engager à réduire leurs émissions pour rester "bien en deçà de 2°C" par rapport à l'ère pré-industrielle.

L'ajout de l'engagement à "poursuivre les efforts pour limiter la hausse à 1,5°C", arraché en dernière minute, était d'abord une revendication des États les plus vulnérables, comme les petites îles. Mais la recherche en a depuis précisé les implications et revu le curseur des risques, dans un monde déjà secoué par une recrudescence de vagues de chaleur et feux de forêts.

"Il y a trois ans, il n'y avait pas beaucoup de littérature scientifique sur un réchauffement à 1,5°C," explique Jim Skea, professeur à l'Imperial College de Londres et coprésident du GIEC.

Le rapport de 400 pages décrit aujourd'hui une nette différence d'impacts entre 1,5 et 2°C, et ce partout, qu'il s'agisse d'ampleur des canicules, d'extinctions d'espèces ou de productivité agricole. "C'est important car ça clarifie la question: oui, ça fait une grosse différence (1,5 ou 2)", dit Laurence Tubiana, architecte de l'accord de Paris. "Je me souviens de discussions avec pas mal de pays avant Paris, on nous disait: pourquoi 2°C? pourquoi pas 2,5°C?"

Faisable ?

Pour autant, est-il encore faisable de rester à 1,5°C, alors que 2017 a vu les émissions issues de l'énergie repartir à la hausse? "On ne donne pas de réponse simple", prévient la climatologue Valérie Masson-Delmotte, qui co-préside cette session du Giec. Mais "on est maintenant à la croisée des chemins. Regarder 1,5°C, c'est regarder ce qui va nous arriver, dans notre vie, pas à la génération suivante".

"Globalement ce rapport dit qu'il faut que les émissions (atteignent leur pic) très vite, dès 2020", résume Laurence Tubiana. "Je crois qu'il faut l'utiliser pour dire il y a urgence, et des solutions".

Stabiliser à 1,5°C exige une neutralité en émissions de CO<sub>2</sub> au milieu du siècle, note aussi le projet de

texte : ne plus émettre dans l'atmosphère plus que ce que nous sommes capables d'en retirer. Comment vont réagir, à la réunion d'Incheon, les Etats appelés à approuver par consensus le "résumé à destination des décideurs", rédigé par les experts et qui leur sera présenté ligne par ligne ?

Dans deux mois, aux [négociations climat de la COP24](#), en Pologne, les pays doivent entamer un processus de révision de leurs engagements de 2015, insuffisants car promesse d'un monde à +3°C.

La réunion d'Incheon "sera l'une des plus importantes de l'histoire du GIEC", a assuré lundi en ouverture son président, Hoesung Lee. "La science nous alerte, elle nous aide aussi à comprendre les solutions". En Corée, les Etats ne sont pas censés toucher le fond du résumé, mais il pourra y avoir des échanges serrés sur les formulations, anticipent les habitués.

Et il y a l'inconnue américaine. "Les Etats-Unis pourraient soutenir la science, comme ils l'ont fait dans le passé, ou se mettre à faire de l'obstruction," dit un auteur sous couvert d'anonymat.

Selon le département d'Etat, Trigg Talley, vétéran de la diplomatie climat, a été chargé de conduire la délégation, un point "rassurant" selon des auteurs. Quid de l'Inde, qui a envoyé beaucoup de commentaires? De la Chine, préoccupée par la mention d'options très ambitieuses? De l'Arabie saoudite?

Cet été une soixantaine de gouvernements ont émis 3 600 commentaires sur la version préliminaire, selon Valérie Masson-Delmotte: "pour le moment ça reste constructif". La réunion doit durer jusqu'à vendredi et le texte final être rendu public lundi 8.